

La Russie, Poutine et la Syrie

Pas plus que le Moyen-Orient compliqué qu'il faut parfois s'efforcer d'aborder avec des idées simples, la Russie et le monde russe ne sont réductibles à des analyses binaires ou des certitudes doctrinales. Ce court article, inspiré d'un exposé fait le 13 octobre dernier à l'ASSDN, n'aura pour ambition que d'entrouvrir quelques portes sans avoir la prétention de dire qu'elles débouchent sur une appréhension exhaustive du sujet.

La Russie, une puissance « primaire » ? Selon une classification souvent utilisée en dépit de son caractère simplificateur, il est possible de distinguer trois niveaux de puissance par sophistication croissante. Le premier recense les facteurs primaires que sont l'étendue du territoire et de ses ressources, la population, les capacités des forces armées ; il est clair qu'au regard de ces éléments, la Russie est bien pourvue y compris au plan militaire tant elle a su, au moins depuis la Seconde Guerre mondiale, distraire au profit de ses structures de force une part importante voire déraisonnable de ses ressources, même si son appareil de défense n'est plus aussi impressionnant qu'à l'époque de la guerre froide. Seule la démographie affectée par une faible natalité et une mortalité prématurée pourrait susciter quelques réserves. Le deuxième « étage » est celui de la puissance économique qui, en termes de dynamisme innovant, est clairement en retrait à l'exception de quelques agrégats d'excellence liés peu ou prou aux activités du complexe militaro-industriel. Pour le reste, la Russie est tombée depuis les années 90 aux mains de prédateurs (les oligarques eux-mêmes liés au pouvoir politique par nécessité ou contrainte) et se trouve aujourd'hui droguée à l'exportation de ses matières premières dont elle est probablement la première détentrice au monde. Cela n'en constitue pas moins ce que les économistes appellent une économie de rente, génératrice d'une addiction stérile et assortie de risques non négligeables en cas de baisse significative du prix des dites matières premières. S'agissant du conflit syrien, peu d'analyses mettent en exergue la stratégie volontariste de l'Arabie saoudite d'effondrement des cours du pétrole par refus de réduire sa production (environ 36 dollars le baril contre 100 dollars il y a quelques années) comme levier d'affrontement qu'elle pense décisif contre l'Iran, le monde chiite et la Russie tout en torpillant le gaz de schiste américain. Enfin, s'agissant du troisième étage, le pouvoir d'influence que les Anglo-saxons appellent le *soft power*, force est de constater que le compte n'y est pas : dénuée d'attractivité tant en termes de standards de gouvernance qu'en termes d'exemplarité normative ou de leadership culturel, la Russie paye aujourd'hui le choix soviétique de n'être qu'un Monde-Etat, refermé sur sa complétude, là où les États-Unis ont fait le choix de l'État-monde aspirant et intégrant le meilleur des diasporas de la planète.

Europe ou Asie ? A cette question simple que tout à chacun se pose dès lors qu'il s'intéresse à la Russie, il ne peut y avoir de réponse univalente.

De par sa géographie, la Russie est incontestablement (entre autres) en Asie où s'étend une immense partie de son territoire dont elle tire l'essentiel de ses ressources en matières premières mais où se trouvent également les plus grandes menaces potentielles qu'elle a ou aura à gérer : appétits des pays d'Asie pour les ressources naturelles de la Sibérie orientale, pression géopolitique de la Chine (avec qui les relations sont fluctuantes depuis les incidents de l'été 1969 sur l'Amour) sur l'Asie centrale ex-soviétique et l'extrême Orient russe, voisinage avec le segment caucasien de l'arc de crise musulman qui va de la Mauritanie au Xinjiang chinois. En bref, l'impression domine d'une Russie qui, à de multiples reprises au cours de son histoire, a voulu s'amarrer à l'ouest, mais reste fière de son extension orientale (extrême ou plus proche et notamment musulmane) qui la valorise aux yeux des autres Européens et la distingue de leur condition plus confinée. La réapparition actuelle d'un néo-urasisme, jointe au regain de vigueur d'une chrétienté orthodoxe fondée sur le grand schisme de 1054 de Michel Cérulaire, renforcent opportunément une conception autocratique du pouvoir éloignée de la doxa politique occidentale. Reste que culturellement, si ce n'est politiquement, la Russie est fondamentalement européenne et que l'on peut se demander dans quelle mesure elle ne met pas d'autant plus en exergue sa dimension orientale et son identité complexe qu'elle se sent ou feint de se sentir rejetée par l'Europe occidentale.

La gestion de l'après 1989 : maladdresses et incompréhensions : co-gestionnaire des affaires du monde pendant près de cinquante ans sous la guerre froide, après avoir été ostracisée mais crainte dans l'entre-deux-guerres, la Russie se retrouve après la chute du mur non seulement amputée de son glacis d'Europe centrale en 1989 mais passe, à partir du 8 décembre 1991 (accords de Belovej), de son statut d'empire (URSS) à celui plus banal d'État russe (Fédération de Russie). Tout stratège ou géopoliticien avisé sait qu'il faut, pour le comprendre, se mettre dans la tête de l'adversaire, essayer d'appréhender ce qu'il peut ressentir et s'interdire de projeter sur lui sa propre grille de lecture ou sa propre rationalité. L'officier de renseignement, métier dont la dimension psychologique est peu souvent soulignée, exprime la même chose en termes différents : l'agressivité, l'irrationalité apparente, le refus du dialogue sont la marque d'un mal être qu'il s'agit d'identifier chez la partie adverse. Qu'en est-il dans le cas présent ? La chute du communisme fut pour Moscou plus qu'un rétrécissement territorial : avec le naufrage de l'idéologie porteuse de la révolution de 1917 disparaissait le messianisme qui permettait de légitimer une politique étrangère conquérante et un régime politique interne éloigné des canons démocratiques occidentaux. La Russie redevenait en quelque sorte une grande puissance « normale » définie par les critères habituels que sont le territoire, la population, les capacités militaires, les richesses naturelles, le PIB etc. A-t-on raté quelque chose à ce moment précis ? Moscou souhaitait-elle reprendre sa place, toute sa place, dans le concert des Nations et mettre fin à son complexe obsidional sans pour autant, précisons-le, valider la thèse

trop connue de la « fin de l'histoire » ? Personne ne pourra sans doute jamais l'établir avec certitude tant la séquence événementielle de l'époque fut rapide et, à certains égards, peu réfléchie et désordonnée mais force est de constater que les Occidentaux n'ont pas semblé à ce moment favoriser une telle issue. Peut-être avaient-ils de bonnes raisons qui, à l'époque du moins, pouvaient justifier leur attitude : la peur engendrée pendant trente ans par les épisodes les plus tendus de la guerre froide, les avancées continues des Soviétiques dans le tiers-monde, l'étendue visible ou dissimulée des réseaux prosoviétiques en Europe occidentale et ailleurs ont continué à ce moment d'alimenter une méfiance persistante devant ce qui était perçu par certains à l'Ouest comme une dissimulation tactique destinée à perdurer ou à renaître sous une ou des formes que personne n'était capable de définir précisément. Faut-il y ajouter une soif de revanche plus ou moins inconsciente qui, dans certains cas, s'apparentait à celle des ouvriers de la onzième heure tant la chute du communisme devait plus à la stratégie imaginée par Ronald Reagan, à l'attitude de Jean-Paul II et au courage de Solidarnosc qu'à la lucidité des forces politiques ouest-européennes ? Peu importe, mais la prophétie de Charles de Gaulle s'était accomplie, la Russie avait absorbé le communisme comme le buvard absorbe l'encre ; la raison sociale, justification de l'injustifiable, avait disparu. Restait la Russie avec qui il fallait parler. Ce que les Occidentaux à ce moment ne firent pas ou alors avec une maladresse insigne. La disparition de l'URSS fut saluée à l'OTAN en décembre 1991 (*cf.* le récit qu'en firent *a posteriori* les ambassadeurs occidentaux présents lors de la finalisation de l'accord OTAN-Russie) par une explosion de joie triomphale là où l'intelligence des situations et la finesse politique eussent commandé de faire preuve de retenue afin de substituer la main tendue au pouce tourné vers le sol. Mieux eut valu à ce moment, pour recycler des clichés faciles mais parlants, s'inspirer de l'esprit du Congrès de Vienne plutôt que de celui du Traité de Versailles. En plein XX^e siècle, un régime totalitaire venait de disparaître sans que cet effondrement ne génère de guerre ni même ne fasse de victime. L'épisode aurait dû être évalué à sa juste valeur, c'est-à-dire suffisamment atypique, voire hors normes, pour que les Occidentaux y accordassent l'attention souhaitable ainsi qu'aux conséquences prévisibles. Le communisme était vaincu pour ne pas dire rayé de la carte et de l'histoire, mais la Russie ne l'était pas et subsistait, bien que politiquement et psychologiquement ébranlée (on le serait à moins). D'un impossible dialogue à ce moment précis sont sans doute nées les incompréhensions et les impasses russo-occidentales actuelles. La Russie n'a pas pu ou su dire clairement qu'en dépit des coups de boutoir de toutes natures qu'il avait subis, le communisme ne s'est effondré aussi facilement et pacifiquement que parce qu'elle l'avait elle-même voulu ou souhaité ; tout à leur triomphe jubilatoire, les États membres de l'OTAN n'ont pas compris que s'agissant de l'entité Russie (et non de l'idéologie communiste), ils avaient désormais affaire, si ce n'est à un allié, du moins à un partenaire et

non à un ennemi. Le malentendu était enclenché. Gorbatchev et son équipe (surnommés les Américains) disparaissaient dans le tourbillon de l'histoire avec la chute de l'URSS ; Eltsine s'apprêtait à présider pendant une décennie aux temps troubles ; l'Occident allait en profiter pour faire déferler sur la Russie et l'Europe de l'Est, aux frais du contribuable européen, une nuée de cabinets-conseils en tous genres censés aider les « autochtones » à assimiler la bonne gouvernance, notion dont les oligarques prédateurs surent mettre au point une interprétation à leur convenance. Au tournant du siècle les structures de force ont fini par siffler la fin de la récréation et un inconnu du grand public (mais pas des services spécialisés) faisait son apparition sur le devant de la scène politique pour rappeler qu'il existait encore des pays dans l'hémisphère nord où l'État et la Nation, dans ce qu'ils ont de plus permanent et même d'immanent, priment sur les contingences économiques et sociétales. Poutine a d'abord intrigué avant de surprendre puis d'irriter. Les incompréhensions actuelles, pourtant bien compréhensibles, étaient nées.

Ukraine-Syrie : le vrai-faux lien : ce raccourci, souvent utilisé par les analystes de la presse généraliste pour illustrer le récent retour géostratégique de la Russie après des années de repli, permet de présenter sous une forme concentrée et donc spectaculaire une séquence d'une densité certaine mais peine à faire sens, tant les éléments agrégés sont hétérogènes et la période mal délimitée. La Russie ne boude pas, elle se recueille écrivait en 1856 Alexandre Gortchakov, ministre des affaires étrangères du Tsar. En l'occurrence elle s'est longuement recueillie pour méditer sur les événements post 1989 et leur liste dépasse le raccourci Ukraine-Syrie. Elle commence par les élargissements de l'OTAN et de l'UE même si certaines sur-réactions de Moscou ont plus relevé à l'époque de la posture destinée à obtenir des compensations que d'un réel ressenti d'agression ; elle continue avec l'intervention de certains pays de l'Otan au Kosovo en 1999 dont la légalité au regard du droit international est pour le moins sujette à discussion ; on se permettra de rappeler à ce sujet un incident aujourd'hui oublié du grand public qu'est la marche dans la nuit du 11 au 12 juin 1999 d'un régiment de parachutistes russes de la SFOR déployé en Bosnie-Herzégovine sur Slatina (l'aéroport de Pristina) ; deux mois après cette étrangeté dont la genèse reste peu claire aujourd'hui, Poutine devenait premier ministre avant de succéder quelques mois plus tard à Eltsine. Pour beaucoup d'analystes, cette année 1999 avec l'« agression » de l'OTAN contre la Serbie, pays slave historiquement ami de Moscou, est un tournant dans la montée en puissance dans la population russe d'un sentiment anti-occidental supérieur à ce qu'il était du temps de l'URSS ; on ne fera que citer la litanie des événements ultérieurs, de la guerre américaine en Irak de 2003 à celle, russe, contre la Géorgie en 2008, tout concourant année après année à ce que Poutine, initialement favorable à la prolongation d'une politique eltsinienne de congruence occidentale, bascule finalement vers la tentation de restauration, fut-ce par des initiatives perçues comme maladroitement, désordonnées et

imprévisibles par l'Ouest, si ce n'est d'une « troisième Rome », du moins d'une puissance russe irréductible à une dissolution dans la vision américaine du monde.

De l'Ukraine : ce fut un peu le choc des cultures, celle historique du temps long et celle court-termiste du juridisme, du respect de la démocratie, des droits de l'homme et des souverainetés. L'Occident, à force de nier (ou de renier) l'histoire, la mémoire que les peuples ont de leurs racines et de ne considérer les États que comme des concepts ou des circonscriptions administratives, arrive à ne plus comprendre l'altérité culturelle. Il est vrai que l'ordre européen issu de l'acte final d'Helsinki de 1975 et des ses suites, qui interdisent la modification par la force des frontières européennes, a souffert du rattachement de la Crimée à la Russie et de l'épisode conflictuel en Ukraine orientale. Vu du côté russe, la présentation est quelque peu différente : « souvenez-vous du Kosovo ! » a-t-on parfois entendu à Moscou, comme d'autres auraient évoqué le vase de Soissons, à propos de l'« annexion » de la Crimée. En Occident, l'Ukraine est (souvent mais pas toujours) considérée comme une terre de confins, un espace de transition, ce que confirme l'étymologie de son nom qui la rapproche des « Krajinas » de l'ex-Yougoslavie, zones tampons peuplées de Serbes, chargées autrefois de protéger l'Occident chrétien de la poussée de l'Empire ottoman. Il n'en reste pas moins que quelques politiques européens ont été tentés de l'intégrer à part entière dans l'Europe de l'Ouest, oubliant un peu vite son identité intrinsèquement binaire. Car si sa partie occidentale, géographiquement la moins étendue, du reste, fut longtemps partie intégrante de l'Empire austro-hongrois (Galicie, Ruthénie subcarpathique, Lvov, Ivano-Frankovsk etc...) et est par la religion uniate depuis des siècles rattachée à l'autorité de Rome, bien que de rite orthodoxe, le Donbass se sent et se vit plus russe qu'allemand ou autrichien. Vu de Moscou, l'évaluation de la situation est simple : l'Ukraine (la petite Russie) est perçue comme le berceau de l'empire, la matrice de la puissance russe, l'État Kiévien (IX^e – XIII^e siècle) ayant existé alors même que Moscou n'était qu'une ville secondaire et il ne saurait être question qu'elle fit partie de l'UE et encore moins de l'OTAN. A quoi certains ajoutent la rémanence dans certains esprits, réelle ou fantasmée, de la théorie mackinderienne du Hartland qui rejoint l'eurasisme plus haut cité. Vision historique (voire historiciste) contre vision juridique ; la première ne manque pas de points d'appui tant géostratégiques que culturels ou religieux même si certains font l'objet d'interprétations disputées ; la seconde, conforme aux standards de gouvernance moderne, est passablement mise à mal par les événements si l'on en juge entre autres par le non-respect du mémorandum de Budapest du 5 décembre 1994, organisant le retrait des armes nucléaires russes entreposées en Ukraine contre la garantie internationale des frontières de ce pays par les cinq membres permanents du conseil de sécurité, accord dont on n'a guère vu les effets depuis les débuts de la crise.

De la Syrie : il n'aura échappé à personne que, depuis qu'un rapprochement occidental-russe s'est opéré sur le sujet, le foyer est-ukrainien s'est au moins

temporairement refroidi. Essayons de disséquer ce mélange de géostratégie très inspiré de la mécanique que l'on appelait des conflits locaux au temps de la guerre froide et qui semble agréger des éléments différents. En premier lieu, il est clair qu'il n'y a pas de continuum géographique et le seul lien qui puisse être établi est celui du hasard du calendrier de l'actualité, habilement exploité par des dirigeants russes formés à la discipline intellectuelle du jeu d'échecs. Doté d'atouts certains sur le théâtre proche-oriental que sont ses liens avec l'équipe de Bachar el-Assad, les bases de Tartous et de Lattaquié, sa proximité ancestrale avec l'Iran et les chiites de la région (l'Azerbaïdjan) ou ses vieilles affinités avec l'Égypte et les élites plus ou moins héritières du baasisme (République Arabe Unie), Moscou, en délicatesse avec l'Occident sur l'Ukraine, ne pouvait pas ne pas jouer explicitement ou implicitement le marchandage. Qui dans ce cas ne l'aurait pas fait ?

En second lieu, s'il n'existe pas de continuité géographique, il n'en existe pas moins, vu de Moscou, une continuité de problématique liée à l'arc de crise islamiste qui, du Maghreb au Xinjiang, tangente en son centre, à savoir du Caucase à l'Asie centrale, sur des milliers de kilomètres, la Russie et sa zone d'influence traditionnelle. Or cet islam de l'arc de crise, du moins celui qui est le plus menaçant en ce moment, est majoritairement sunnite comme celui du Caucase nord (Russie intra-muros) et du Caucase sud qui n'en est que le prolongement. Il est donc clair que la Russie, au-delà des calculs machiavéliques qu'on lui a prêtés sur les objectifs de ses frappes militaires en Syrie, calculs dont la réalité n'est pas contestable, a un intérêt objectif à terme à stopper l'aventure de l'État islamique qui ne peut que la menacer rapidement. A la phase tactique qui consiste à ménager l'EI dans le but de pérenniser le régime syrien, devrait donc succéder la prise de conscience des inconvénients à long terme qu'entraînerait un enracinement stable de l'État islamique lequel, en dépit des distances prises aujourd'hui, n'en reste pas moins une créature du wahhabisme et de ses alliés. Or, vue de Moscou qui s'appuie en cela sur une culture occidentale, la théocratie saoudienne et ses succédanés restent tant un concept politique inintelligible qu'un bloc culturel impénétrable. Il n'en va évidemment pas de même de régimes certes autoritaires, voire dictatoriaux, tels la Syrie, l'Irak de Saddam Hussein ou, à un moindre degré, l'Égypte qui sont (ou ont été à leurs débuts) fondés sur des concepts politiques issus de la Révolution française plus lisibles pour les Russes, même si 1793 et la Terreur y ont largement fait oublier 1989 et la Déclaration des droits de l'homme.

Alain MEININGER⁽¹⁾

Intervention prononcée le 13 octobre 2015 à l'École militaire
(réunion de la délégation Paris-Ile-de-France).

(1) Arnaud Kalinka intervenant également ce jour-là a publié un article très complet sur le sujet dans *La Revue des Deux Mondes* de septembre 2015 (page 67 et suivantes) sous le titre *La maison France-Russie ou le spectre du délit d'opinion*.